



Revue de Presse

24 août 2015

L'effervescence à l'Assemblée nationale a encore retenu l'attention des médias en ce début de semaine. En effet, les tractations au sujet du pacte de responsabilité continuent à la Chambre Basse. L'on a maintes fois rapporté que 80 députés ont déjà signé « le Mémorandum de Stabilité », le document élaboré par le Président de la République. Pendant ce temps, l'Exécutif, sous l'égide du Chef de gouvernement, poursuit sa campagne de sensibilisation sur les réformes administratives dans les régions même si un éventuel remaniement du gouvernement pourrait avoir lieu. En outre, les mouvements des syndicats se poursuivent : les employés de la JIRAMA menacent de couper l'électricité et l'eau des administrations publiques ayant des arriérés, le SECES attendent encore le Conseil national du 28 août avant de reprendre ou non les cours.

### Processus électoral

#### MISE EN PLACE DE LA CENI : CONSULTATION DES FORMATIONS POLITIQUES

Après les organisations de la société civile, c'est au tour des formations politiques d'entrer en consultation à la fin de cette semaine, dans le cadre de la création de la nouvelle institution qui se chargera de l'organisation des futures élections. Il s'agit pour l'instant de l'élaboration du projet de loi sur la création de l'entité en question (**L'Express de Madagascar, p.5**) « Il faut que les membres de cette nouvelle entité soient des personnes indépendantes non-influencables. Ils doivent être disponibles à corriger les erreurs commises par l'ancienne CENIT pour que les prochaines élections soient mieux organisées et fiables », selon l'avis du Président de l'Ordre des Journalistes, invité à participer à la consultation de la semaine dernière. (**Les Nouvelles, p.8**) Le fait de ne pas avoir un dispositif de sanction constitue un handicap pour la CENIT. Il faut ainsi octroyer plus de pouvoir au nouveau CENI pour plus d'efficacité d'après la société civile. (**Tia Tanindrazana, p.2**)

#### RESULTATS DES COMMUNALES : DES PARTIELLES A PREVOIR ?

Compte tenu du nombre de contentieux liés aux dernières élections reçus par les tribunaux administratifs, d'éventuelles partielles pourraient avoir lieu, anticipe **Les Nouvelles**. Toutefois, cela devrait être tributaire des moyens dont l'Etat dispose. En gros, les requêtes se portent sur les listes électorales, les achats de vote, les différences des procès-verbaux, et l'utilisation des biens publics. (**p.3**) **Tia Tanindrazana** rapporte les rumeurs selon lesquelles il y aurait des manipulations pour changer les votes et il se demande si les juges céderont. (**p.3**)

#### DEMANDE D'ANNULATION DE VOIX POUR LALAO RAVALOMANANA, LA PREMIERE CONCERNEE PRESENTE SA DEFENSE

La candidate du TIM à la mairie de la capitale a déjà déposé auprès du tribunal administratif le dossier constituant sa défense face aux lourdes charges contre elle qui risquent de réduire sa victoire au néant. La requête qui fait le plus de polémique est l'inscription du mot « Neny » sur la case destinée au logo du parti politique TIM sur le bulletin unique. La CENIT a déjà fait savoir sa réponse par rapport à cette

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



inscription en disant que les identifiants déposés par les candidats ont tous été conformes aux textes. (Les Nouvelles, p.8)

### COMMUNALES A ANKADIKELY ILAFY : LES DEPOSITAIRES DE REQUETES CONVOQUES AU FOKONTANY

621 personnes, n'étant pas inscrites sur la liste électorale, ont apposé leurs signatures au bas d'une plainte indiquant qu'ils n'ont pas pu voter lors des dernières élections communales. La semaine dernière, les 621 personnes ont été convoquées au fokontany d'Andafiavaratra. Ils ont subi des intimidations et ont été contraints de signer une lettre de démenti. L'avocat de la candidate du MAPAR dans cette commune a riposté martelant qu'il n'est pas du ressort du fokontany de convoquer des gens de cette manière. (Les Nouvelles, p.3)

### RENFORCEMENT DE CAPACITE DES ACTEURS ELECTORAUX

Les acteurs électoraux seront en formation le mois de septembre prochain grâce au projet Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix, Leadership et Stabilité. Une formation qui sera axée sur « Le renforcement de capacités des OSC dans la prévention des conflits et la construction de la paix » et « La consolidation des initiatives d'éducation civique/électorale et la promotion des espaces de dialogues/débats entre les différentes composantes de la société. » (Takoritsika, p.3)

## Politique interne

### PACTE DE RESPONSABILITE : UNE SEMAINE DECISIVE A L'ASSEMBLEE NATIONALE

- L'attention se tourne vers l'Assemblée Nationale où le remue-ménage continue. Les tractations pour l'instauration d'une nouvelle majorité parlementaire et la signature du mémorandum de stabilité continuent. La députée du MAPAR II élue à Mananjary précise que 70 membres de la Chambre basse ont déjà apposé leurs signatures sur le fameux document. « Les députés doivent mettre de côté leurs intérêts personnels et se soucier de l'intérêt du pays et celui de la population qui les a élus » argumente le député Andriatsizehena Benja Urbain. (Midi Madagasikara, p.3) Toujours dans ce cadre, le fondateur du parti TIM a été sollicité par le Président Hery Rajaonarimampianina, rapporte le même journal. Marc Ravalomanana aurait déjà posé ses conditions : « il demande plus de ministères dans le gouvernement et la réouverture de TIKO ». A côté de cela, les résultats provisoires des communales font apparaître un regain de force en faveur du HVM avec quelques 900 nouveaux maires, une performance qui pourrait influencer les tractations des parlementaires, relève Midi Madagasikara (p.2) En outre, selon La Gazette de la Grande Ile, les choses se passent différemment au parlement puisque les députés TIM n'ont pas encore été approchés par les partisans du Président de la République. Exclue des différentes consultations, ces députés sont poussés vers l'opposition, un autre son de cloche par rapport à ce qui est écrit dans Midi Madagascar. Pour La Gazette de la Grande Ile, il est logique de voir le TIM dans le camp adverse de celui de Hery Rajaonarimampianina (p.5)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



- Une entreprise difficile selon **L'Express de Madagascar**, le régime HVM a du mal à s'en sortir. A son retour de Botswana, le Chef d'Etat a déclaré que la tenue d'une session extraordinaire au parlement attendra la mise en place de la majorité parlementaire. A considérer l'évolution de la situation économique et sociale dans le pays, la création de cette majorité est urgent. Le vote de la loi des finances rectificatives est le premier enjeu. Par ailleurs, la stabilité politique est la condition incontournable pour le retour des octrois d'aides internationales. En tout cas c'est la guerre des chiffres chez les parlementaires. Les députés partisans de l'Exécutif parlent de quatre-vingts signatures obtenues jusqu'à présent. Tandis que les opposants martèlent que ce n'est pas à l'Exécutif de dicter leur conduite. « Le pacte de responsabilité est une occasion de retourner dans la ligne de la Constitution. Aussi, nous en sommes aux discussions » précise Augustin Andriamananoro, Vice-Président du MAPAR. (**L'Express de Madagascar, p.3**) Sauf changement, les représentants des groupes parlementaires membres de la Nouvelle majorité parlementaire (NMP) se réuniront ce jour. (**L'Express de Madagascar, p.5**)
- Le journal **Les Nouvelles** quant à lui, rapporte un entretien avec l'ancien Chef de région Antsinanana, Alain Mahavimbina qui se demande si le régime Rajaonarimampianina qui est en train de travailler pourra être un nouveau repère pour la population. Selon lui, le pacte de responsabilité est juste un conseil donné à l'Exécutif et au Législatif dans le cadre d'une collaboration afin d'apaiser les tensions politiques, un nouveau rapport de force qui avec les dernières élections pourrait aboutir à un remaniement. (**p.2**) Dans un autre article, le journal traduit le pacte de responsabilité comme un « Pacte de Non-agression ». En clair, le Président de la République ne touchera pas l'Assemblée Nationale et les députés ne déposeront pas de motion de censure. (**p.3**)
- **La Gazette de la Grande Ile** pour sa part parle d'une nouvelle méthode d'approche dans les tractations. Le président national du HVM a précisé que l'approche ne vise pas les groupes parlementaires mais les députés à titre individuel. Ils se prononceront, non par rapport à la personne du Chef d'Etat, mais par rapport au mémorandum de stabilité que ce dernier a élaboré. Mais telle approche pourrait favoriser l'achat de députés et relancer la corruption à l'Assemblée nationale, craint le journal. (**p.3**) Le même journal s'alarme sur **le projet de loi de finances rectificatives qui n'est pas encore votée à l'Assemblée nationale** alors qu'il ne reste plus que quatre mois et l'année 2015 se termine. Conséquence : l'économie est aux abois. Les aides extérieures arrivent à compte-goutte, les recettes sont en berne, une croissance révisée à la baisse... (**La Gazette de la Grande Ile, p.8 ; Takoritsika, p.2**)
- Un accouchement difficile estime **Madagascar Laza**. Plusieurs réunions ont eu lieu sans aboutir à la concrétisation d'une nouvelle majorité parlementaire. On parle plutôt d'une nouvelle alliance politique qui se passe surtout au niveau des leaders d'organisations politiques. En effet, Madagascar Laza évoque une éventuelle alliance Hery Rajaonarimampianina, Didier Ratsiraka et Andry Rajoelina. Le parti Leader Fanilo lui, n'a pas hésité à confirmer son appui au régime si l'on se tient à la déclaration de Constance Razafimily, député élu à Vangaindrano. (**p.3**)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



Ce projet est financé par l'Union européenne



## LE CHEF DE GOUVERNEMENT EN CAMPAGNE POUR LA REFORME DE L'ADMINISTRATION

« La réforme de l'administration sera engagée » tel est le message du Premier ministre tout au long de son périple dans la région de Sofia jeudi et vendredi dernier. « Je fais une campagne de préparation, à la fois psychologique et technique pour éclairer les esprits et enrayer toute hostilité par rapport à ces réformes » a souligné Jean Ravelonarivo dans un communiqué de presse relayant sa tournée. « Rigueur, persévérance et intégrité » ont été les mots d'ordre. Il est nécessaire de rappeler qu'au début de sa prise de fonction, le Premier ministre a déjà promis l'accélération des procédures administratives. Chacun attend donc la concrétisation de cette réforme qui passera certainement par l'élimination des fonctionnaires fantômes. (L'Express de Madagascar, p.5) Le Général Jean Ravelonarivo a aussi informé que le statut général des fonctionnaires est en cours d'élaboration actuellement et devrait être prêt dès le deuxième semestre de l'année prochaine, un statut permettant aux employés de l'Etat de mêmes catégories de se trouver sur le même piédestal. (La Gazette de la Grande Ile, p.5)

## TIAKO I MADAGASIKARA, TOUJOURS DANS L'ARENE

Avec 200 maires élus officieusement, le parti Tiako i Madagascar est devenu la deuxième force après la politique après le parti au pouvoir. Un bilan positif avec peu de moyen estime **Takoritsika**. Le fondateur du parti n'a pas pu sortir les grands moyens étant donné que ses avoirs ont été gelés. Mais il a compensé cela par un appui moral à l'endroit des candidats du parti à travers l'île grâce à ses déplacements pendant la période de campagne. (p.3)

### Economie et société

## OPERATION FAHALEMANA 2015, UNE REUSSITE APPARENTE

Cela fait 13 jours déjà que l'opération « Fahalemana 2015 » a été lancée dans 11 régions sensibles de la Grande Ile. A partir de mercredi, les hélicoptères de l'Etat-major général seront déployés pour les traques des dahalo. D'après les rapports, 1 100 bœufs ont été récupérés, les propriétaires ont 48 à 72 heures pour les récupérer auprès des postes de la gendarmerie munis des pièces justifiant que les bétails leur appartiennent. (Midi Madagasikara, p.2 ; Madagascar Laza, p.3)

## EVENTUELLE RENAISSANCE DU TIKO

Accompagné de son fils et de quelques responsables de TIKO, Marc Ravalomanana a reçu la visite d'un partenaire originaire de Danemark vendredi dernier. Cette entrevue entraine dans le cadre de l'évaluation des besoins techniques et financiers de l'usine qui a produit plus de 3 000 tonnes d'huile par mois auparavant. Expert en production d'huile dans son pays, le visiteur a annoncé qu'il est prêt à aider le fondateur de TIKO à trouver des bailleurs de fonds et des appuis techniques étrangers à condition qu'il ne se mêle pas des affaires politiques. (L'Express de Madagascar, p.5) Le Tiko Top reviendra sur le marché rapporte **Tia Tanindrazana** mais l'usine de production nécessite 3 ans avant de pouvoir renaître. (p.2 ; Madagascar Laza, p.2)

## UN SOLDE BUDGETAIRE BIEN MAITRISE POUR UNE STABILITE MACROECONOMIQUE

L'Etat prévoit un déficit budgétaire de 7771,7 milliards d'Ariary pour l'année 2015. Apparemment, les recettes n'arriveront pas à combler les dépenses. Selon le Collectif des Citoyens et Organisations

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





*Citoyennes, afin d'aboutir à une stabilité macroéconomique, un solde budgétaire maîtrisé et excédentaire est requis. Pour ce faire, il faut une amélioration des recettes fiscales, une bonne gestion des dépenses tout en assurant la protection des couches vulnérables. (Midi Madagasikara, p.4)*

### **REDRESSEMENT DE L'ARIARY : LE FMI MALAGASY PROPOSE UNE SOLUTION**

*Le FMI Malagasy ou « Fahefa-Mividy Malagasy » a convoqué un point de presse samedi dernier à Andrefan'Ambohijanahary afin de solliciter encore une fois l'Etat à considérer sa proposition de redressement économique et financière. En effet, depuis sa création, cette organisation n'a pas cessé de proposer des solutions pour redynamiser l'économie afin de favoriser le pouvoir d'achat des consommateurs. Concrètement, le FMI Malagasy propose d'annuler le marché interbancaire des devises, d'implanter le système de taux de change fixe et de redresser à 100% la valeur de l'Ariary. Mais apparemment les teneurs du pouvoir n'ont pas fait attention à ces propositions, ils jugent même qu'elles sont « irrecevables » déduit **Madagascar Matin, (p.2)** Le FMI lance un défi au pouvoir s'exclame **La Gazette de la Grande Ile**. Il propose une solution efficace, réaliste et applicable en une journée. Une stratégie qui a déjà été proposée à l'ancien pouvoir transitoire et acceptée par 80% du CST. (p.6 ; Tia Tanindrazana, p.4)*

### **L'INSTAT PROCEDERA A UN AUDIT**

*Un audit sera bientôt entamé au sein de l'Institut National de la Statistique. Il sera décisif sur la reprise de la grève des employés de cette institution qui en plus des requêtes par rapport à leurs intérêts, demande le départ du Directeur Général. (L'Express de Madagascar, p.7) Récemment, les employés n'ont pas caché leur mécontentement face à la décision des responsables de ne pas régler qu'un mois de leur salaire, pourtant après les négociations avec le ministre de l'Economie et de la Planification Stratégique, il a été question de régulariser 2 mois de salaires sur les 3 arriérés. (La Vérité, p.2)*

### **DEUXIEME SEMAINE DE BACC TECHNIQUE SANS LES ENSEIGNANTS CHERCHEURS DONT LA GREVRE PREND UN NOUVELLE TOURNURE**

*A Ankatso, aucune annonce officielle de la reprise des cours n'a été entendue jusqu'à présent. Même cas pour les autres universités publiques dans les provinces. Au contraire, la petite lueur de dénouement semble avoir disparue. En effet, les étudiants reprennent le sit-in. Le spectre de l'année blanche risque de devenir réalité. Les membres du syndicat des enseignants et des chercheurs, section Antananarivo ont décidé de maintenir leur grève et il faut attendre le conseil national qui n'aura lieu que le 28 août prochain. Ainsi, plusieurs étudiants ont décidé de renforcer leur mouvement à partir de ce jour afin d'interpeller les responsables étatique. Selon **Madagascar Matin**, le temps que prenne la résolution du problème des universités illustre l'incapacité du régime actuel à s'occuper de certaines affaires importantes. (p.2) Malgré cela, 4 969 candidats inscrits au baccalauréat technique entre en deuxième phase des épreuves qui prendront fin le 27 août. La manifestation du SECES avantage les universités privées. L'incertitude qui plane sur les futurs bacheliers les pousse à se tourner vers elles, souligne **Midi Madagasikara (p.6)** La correction des copies débutera la semaine prochaine pour que les résultats soient publiés dans les plus brefs délais, soit à partir du 20 septembre. 23 secrétaires, 188 correcteurs seront mobilisés pour Antananarivo tandis que 82 seront personnes seront affectés dans les périphéries, précise **Les Nouvelles. (p.4)***



## **GREVE DES EMPLOYES DE LA JIRAMA, LES ABONNES COMMENCENT A S'INQUITER**

*Une nouvelle stratégie de revendication a été mise en place par le comité de grève de l'intersyndical de la JIRAMA. Il va envoyer une lettre de mise en demeure aux ministères qui n'ont pas payé leur facture. Si celui-ci ne pense pas abandonner facilement le mouvement, les consommateurs eux craignent les impacts de cette grève qui perdure. En effet, les factures sont en retard et on craint la hausse de l'index de consommation. Selon une annonce publiée par les responsables de l'entreprise, des mesures ont été prises : les caisses restent ouvertes et les clients peuvent indiquer l'index de consommation inscrit sur le compteur auprès des agences de la JIRAMA proche d'eux et retirer leur facture en même temps. (L'Express de Madagascar, p.7, La Gazette de la Grande Ile, p.9, Les Nouvelles p.2, Madagascar Laza, p.5)*

- **La Vérité** évoque dans le titre de son article que le contrat qui lie la JIRAMA au SYMBION POWER est celui de tous les scandales. Pour preuve, le journal a pris quelques extraits sur le contrat et a apporté des explications point par point. Les extraits choisis par le journal mettent l'accent sur les profits réalisés par SYMBION POWER au détriment de la société nationale. Le contenu du document semble avoir été élaboré en intégrale par la société américaine et la partie malgache a signé sans le moindre amendement « tel un contrat d'adhésion, critique le journal ». (p.3)

## **RAFIK JAFFARALY A ETE LIBERE VENDREDI SOIR**

*Le propriétaire du magasin CONFORAMA a été libéré vendredi soir entre 19h et 20h. Il a été abandonné à lui-même aux environs d'Ankadivato après qu'une rançon a été déposée dans un endroit choisi par ses ravisseurs. Dans cette affaire, les forces de l'ordre n'ont pas joué un grand rôle, évalue Madagascar matin. Elles n'ont pas retrouvé ceux qui ont kidnappé la victime et n'ont pas pu non plus savoir le lieu et l'endroit où elle sera libérée. Le plus curieux dans cette libération est le fait que Rafik Jaffaraly a pu rentrer « tranquillement » en taxi, fait remarquer le journal. (p.3)*

## **MEURTRE DE L'ANCIEN CONSUL HONORAIRE DE FRANCE, INQUIETUDE DU FRANCAIS DU MONDE A MADAGASCAR**

*Suite au tragique assassinat de Jean Louis Minet dans son domicile à Ambatomena Fianarantsoa, la communauté Française ne cache pas son inquiétude par le biais d'un communiqué de presse. A titre de rappel, dans la nuit du dimanche 16 août dernier, aux alentours de minuit et demi, cinq bandits armés ont fait irruption chez l'ancien Consul Honoraire de France, l'ont roué de coup et ont mis en sac sa maison alors qu'il était tout seul chez lui. Ainsi, Français du Monde soutient l'initiative des ressortissants français à Fianarantsoa de se regrouper au sein d'un comité dénommé « comité de défense ». (Midi Madagasikara, p.20 ; Madagascar Matin, p.3 ; Les Nouvelles, p.2)*

## **LES EVEQUES CATHOLIQUES DEMANDENT UNE DEPOLITISATION DU BCMM**

*Mgs Odon Razanakolona rappelle que le rapport de l'initiative pour la transparence de l'industrie extractive (EITI) du mai 2015 a stipulé la nécessité d'une dépolitisation du Conseil d'Administration du BCMM. Ceci dit, les opérateurs agissant directement dans le secteur minier ne doivent pas être membres du conseil. Les données publiées dans « l'Etat et les perspectives du secteur extractif à Madagascar » démontrent que les statistiques de BCMM ne concordent pas. Un audit s'impose donc. La conférence des*





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*évêques de Madagascar parle de gabegie et de dilapidation des richesses du pays. Elle ne manque pas non plus d'émettre des propositions de solution par rapport à l'octroi de permis minier. (Madagascar Laza, p.3)*

## Un peu d'humour



## La Vérité p.2

### Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :

Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)

Honorine RAMISARIVÉLO: [misa.ramisarivelo@eces.eu](mailto:misa.ramisarivelo@eces.eu)

Site Web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

**eces**  
CENTRE EUROPEEN  
D'APPUI ELECTORAL

**OSERVATORIO**  
di Pavia .Media Research

**Search for**  
**Common Ground**

**Center for**  
**Creative Leadership**

Ce projet est financé par l'Union européenne